Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

39 | 2009

**Le monde de l'imprimé: des territoires aux acteurs -
Education et politique - Histoires politiques**

Introduction

Bruno Bertherat et Jean-Jacques Yvorel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3910>

DOI : 10.4000/rh19.3910

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 10 décembre 2009

Pagination : 7-11

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Bruno Bertherat et Jean-Jacques Yvorel, « Introduction », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 39 | 2009, mis en ligne le 27 décembre 2009, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3910> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.3910>

Tous droits réservés

BRUNO BERTHERAT ET JEAN-JACQUES YVOREL

Introduction

Le présent volume rend compte des recherches actuelles en histoire du XIX^e siècle dans leur diversité. Trois thèmes principaux apparaissent, au sein desquels nous avons adopté une organisation chronologique. Le premier ensemble d'articles porte sur la production, la diffusion et les usages de l'imprimé ; le deuxième ensemble sur l'éducation. Deux articles, enfin, relèvent plus largement de l'histoire politique. À la variété des thèmes s'ajoute la diversité des approches, qui oscillent entre l'étude de cas et la synthèse ou l'essai. Enfin, la dimension internationale est présente.

Les trois premières contributions, regroupées sous le titre « Le monde de l'imprimé : des territoires aux acteurs », permettent d'enrichir une histoire de l'imprimé déjà largement balisée par les historiens. Deux articles portent plus particulièrement sur la monarchie de Juillet, période emblématique dans l'histoire de la presse et de l'édition, qui marque le début de leur âge d'or. Nathalie Jakobowicz aborde ici un territoire original, tel que le dessinent les pratiques de l'affichage dans l'espace public parisien au tout début de la monarchie de Juillet. Telle une résurgence de la Révolution française, les écrits exposés apparaissent comme l'expression des enjeux politiques qui accompagnent une monarchie issue elle-même d'une révolution, d'où l'intérêt de leur confrontation. Nathalie Jakobowicz étudie quelques exemples significatifs d'affichage public autour d'événements majeurs comme l'acte fondateur que constituent les Trois Glorieuses elles-mêmes et le procès des ministres de Charles X. Les murs sont couverts de proclamations émanant du préfet de la Seine, des polytechniciens et des ouvriers, mais aussi de placards séditieux, plus volatiles, dont les rapports de police gardent la trace et qui disent le mécontentement du peuple. Enfin l'auteure se penche sur l'iconographie, plus précisément sur les caricatures qui mettent en scène ces affichages et les réactions qu'ils provoquent. L'existence même de ces représentations figurées souligne l'importance de l'usage politique des murs dans la ville.

Dans l'article de Viera Rebolledo-Dhuin, le territoire devient réseau, celui des libraires parisiens sous la monarchie de Juillet. L'auteure met au jour un espace socio-économique centré autour du quartier, dont elle interroge la

réalité vécue par les acteurs. La répartition des libraires se caractérise par sa très forte concentration dans le Quartier latin, mais aussi sur la rive droite de la Seine, autour du Palais-Royal, voire sur certains axes dans ces quartiers. Cette concentration n'est pas seulement un héritage. Elle est le résultat des liens de sociabilité renforcés par les contraintes législatives et économiques. Pour devenir libraire, il faut bénéficier d'appuis professionnels et de bonnes relations de voisinage qui font et défont les réputations. Les contraintes économiques jouent un rôle important. L'étude des faillites, fréquentes à l'époque, permet d'approfondir l'analyse des réseaux de solidarités. La librairie s'organise comme une économie locale qui repose sur un système de « micro-crédit ». Toutefois, le quartier des libraires n'est pas un espace fermé. Certains libraires, aux activités diversifiées ou économiquement florissantes, accèdent en effet, pour développer leurs affaires, à d'autres intermédiaires à l'échelle de la ville, voire au-delà. L'espace de la librairie est donc hiérarchisé selon les possibilités de financement. Accompagnée d'un riche dossier documentaire, l'étude de Viera Rebolledo-Dhuin enrichit pour la monarchie de Juillet les travaux de Jean-Yves Mollier¹.

L'intérêt porté aux acteurs du monde de l'imprimé prend une dimension biographique dans l'article de Claire Fredj. L'auteure retrace en effet la longue carrière de Victor Rozier (1824-1890), imprimeur-correcteur devenu spécialiste de l'édition médico-militaire². La contribution de Claire Fredj est donc à verser dans l'histoire encore balbutiante de l'édition scientifique, histoire dont le chantier est tout juste ouvert notamment par Valérie Tesnière³. Les débuts de Rozier se situent dans un contexte de crise politique (la révolution de Février) et professionnelle (le problème de la reconnaissance des médecins militaires). C'est un éditeur engagé qui fonde la *Revue scientifique et administrative des médecins de l'armée de terre et de mer*, qu'il perçoit comme « la tribune du prolétariat de la médecine militaire ». Cet engagement se traduit très rapidement par la diversification des publications à destination du monde de la médecine militaire (revues, ouvrages pratiques), dont certaines connaissent le succès. L'extension des activités de Rozier, y compris dans le domaine des publications officielles, montre une volonté de dominer le secteur de l'édition médico-militaire, ce qui ne l'empêche pas de collaborer à des publications littéraires. Certes, les contraintes sont nombreuses, qu'il s'agisse des restrictions propres aux publications liées aux armées, de celles imposées par les lois sur la presse ou de la nécessaire rentabilisation d'une entreprise insérée dans un

1. Jean-Yves Mollier, *L'argent et les lettres. Histoire du capitalisme d'édition (1880-1920)*, Paris, Fayard, 1988.

2. Sur l'édition médicale voir Danielle Gourevitch, Jean-François Vincent [dir.], *J.-B. Baillière et fils, éditeurs de médecine. Actes du colloque international de Paris, 29 janvier 2005*, Paris, BIUM & De Boccard, 2006.

3. Outre sa thèse de l'École des Chartes, on se reportera aux chapitres qu'elle a rédigés dans *L'histoire de l'édition française* et à Valérie Tesnière, *Le quadrige. Un siècle d'édition universitaire, 1860-1968*, Paris, PUF, 2001.

marché somme toute très réduit. Malgré ses efforts (par exemple, faciliter l'abonnement à ses revues par des gestes commerciaux), Rozier n'évite pas parfois les échecs. Pourtant, sa vie professionnelle est bien marquée par une ascension sociale, qui se traduit moins par son train de vie que par l'entrée de l'un de ses enfants dans la carrière médicale ou par les signes de reconnaissance qu'il obtient, telle la Légion d'honneur. En retraçant avec pertinence l'ascension de Victor Rozier, l'article de Claire Fredj montre tout l'intérêt du croisement de l'histoire de l'édition et de celle de la médecine.

La deuxième partie thématique est consacrée aux liens entre éducation et politique. Les deux articles qui la composent placent au cœur de leur approche deux catégories marginales ou considérées comme telles et les enjeux éducatifs qu'elles représentent. C'est une approche transnationale que choisit Denys Barau en étudiant la tentative du mouvement philhellène européen pour prendre en charge l'éducation d'enfants grecs au moment où la Grèce lutte pour son indépendance à la fin des années 1820. Les comités de nombreux pays européens se proposent d'aider les enfants des grandes familles grecques victimes de la répression ottomane. Mais le mouvement reste limité dans ses visées pédagogiques, tant il a du mal à se dégager de l'élan philanthropique ou des calculs politiques. Au-delà de la diversité des expériences, l'éducation se veut utile pour une Grèce moderne qui est en train de naître. C'est tout à la fois une formation patriotique et une éducation morale imprégnée de religion qui sont proposées sur le modèle spartiate. Cette offre éducative correspond à une demande réelle des élites grecques. Elle rejoint une préoccupation éducative dans l'Europe des Restaurations, d'autant plus forte qu'elle s'inscrit dans deux dimensions majeures de l'idéologie philhellène : l'idée d'une dette de l'Europe envers la Grèce et la vision du soulèvement grec comme une régénération de la Grèce. Cet espoir de régénération est néanmoins marqué par des désillusions quant à la capacité des Grecs de s'émanciper par leurs propres forces. L'auteur montre enfin que le souci éducatif des philhellènes s'est exercé jusqu'en Grèce. La volonté d'éducation a trouvé sa manifestation la plus significative dans l'effort soutenu pour former une armée moderne. Finalement, tout se passe comme si le projet philhellène n'avait d'autre but que de conformer la Grèce à un modèle européen. Par le biais de l'éducation des enfants grecs, Denys Barau apporte ainsi une contribution inédite à une histoire du philhellénisme en plein renouvellement⁴.

Changement de cadre géographique et chronologique avec l'article d'Yves Verneuil, qui propose une étude de cas sur un thème qui avait déjà été abordé par Françoise Mayeur⁵ et par les historiennes américaines Sandra Horvath-

4. Hervé Mazurel, *Désirs de guerre, quête d'exotisme. Les volontaires philhellènes européens et l'imaginaire romantique de la guerre d'indépendance grecque (1821-1830)*, thèse d'histoire sous la direction d'Alain Corbin et de Stéphane Audouin-Rouzeau, université de Paris 1, 2009.

5. Notamment Françoise Mayeur, *L'enseignement secondaire des jeunes filles sous la Troisième République*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977. Pour un point sur les apports de Françoise Mayeur, voir Yves Verneuil [dir.], *L'enseignement secondaire féminin et l'identité*

Peterson⁶ ou Rebecca Rogers⁷ : les cours secondaires des jeunes filles, ici à Troyes. Il s'agit de la première initiative publique pour encourager l'enseignement secondaire féminin, alors qu'existe un véritable marché de l'enseignement féminin avec ses institutions religieuses, mais aussi ses établissements laïcs déjà plus nombreux sous le Second Empire. Le principe en est lancé par une circulaire du ministre de l'Instruction publique Victor Duruy en 1867. En se limitant à l'ouverture de cours et non d'établissements, le ministre n'a pas voulu donner l'impression de concurrencer les établissements privés et surtout religieux. Les cours secondaires de jeunes filles doivent reposer sur la collaboration entre les pouvoirs locaux et le pouvoir central. C'est précisément dans l'étude des tensions et des conflits entre la municipalité de Troyes et l'État, et notamment l'université, que réside l'originalité de l'approche d'Yves Verneuil. Ce sont ces tensions et conflits qui expliqueraient l'échec des cours secondaires des jeunes filles à Troyes, bien plus que l'attitude de l'Église, sans compter le rôle des relations entre les acteurs. L'auteur nous déroule avec une grande précision le scénario de cet échec. Dans un premier temps, la création des cours est soutenue par le maire de Troyes qui répercute les orientations gouvernementales. Les cours n'ont pas pour but de modifier le rôle social des élèves, celui de futures mères. L'enseignement, assuré par les professeurs du lycée de garçons, sera donc « sérieux et pratique ». Inaugurés en décembre 1867, les cours suscitent néanmoins des résistances, de la part du clergé, mais aussi du maire. Ce dernier s'oppose au ministère sur le choix d'un nouveau professeur, provoquant la suspension définitive des cours en 1869. En créant des lycées de jeunes filles en 1880, les républicains ont, au contraire, « contribué à renforcer la centralisation universitaire ».

Paul Airiau s'intéresse à un phénomène politique aussi marginal que significatif dans la première moitié du XIX^e siècle : le survivantisme, c'est-à-dire la croyance en la survie de Louis XVII, fils de Louis XVI, qui se serait échappé du Temple. Le survivantisme remet en cause la légitimité du pouvoir en place, celui des monarchies constitutionnelles, même s'il se poursuit jusque sous la Seconde République. On assiste dès la fin de l'Empire à la multiplication des figures du dauphin. La Restauration favorise un regain en entretenant l'incertitude sur la mort du fils de Louis XVI. Son corps n'est pas retrouvé et ne bénéficie pas des funérailles de ses parents. Cette incertitude favorise la contestation qui permet de montrer une hostilité au régime, voire de remettre en cause la légitimité du pouvoir : « la fidélité au principe même de la succession par ordre de primogéniture mâle l'emporte sur la

féminine enseignante : hommage à Françoise Mayeur. Actes de la journée d'études organisée le 8 juin 2007 au centre IUFM de Troyes/IUFM de Champagne-Ardenne, Reims, Presses du CRDP de Champagne-Ardenne, 2009.

6. Sandra Horvath-Peterson, *Victor Duruy and French Education: Liberal Reform in the Second Empire*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1984.

7. Rebecca Rogers, *Les bourgeois au pensionnat. L'éducation féminine au XIX^e siècle*, Paris, Presses universitaires de Rennes, 2007.

fidélité à la personne du roi régnant». Les survivantistes s'appuient aussi sur le respect de la volonté divine, par le biais du prophétisme. En se focalisant sur les règles de succession, le survivantisme remet en cause le principe de la monarchie comme système politique, celui des deux corps du roi. Le corps politique est celui de la nation, du peuple. Cette croyance dans la survie d'un héritier considéré comme seul légitime témoigne à sa manière du triomphe des principes de la Révolution sur ceux de la monarchie traditionnelle. Ce n'est pas le moindre de ses paradoxes. Cet article s'inscrit pour partie dans le renouvellement des études sur la Restauration, dont un récent dossier de la revue avait donné un aperçu⁸.

C'est à un autre statut politique que s'intéresse Martine Monacelli dans le dernier article de ce numéro, celui des femmes et de leur participation à la vie politique en Grande-Bretagne. Partant des débats actuels sur la parité, l'auteure revient dans cet essai historiographique sur les origines de la loi accordant le droit de vote aux femmes en 1918. Elle conteste la thèse de Pierre Rosanvallon, selon laquelle le droit de vote des Anglaises aurait été reconnu en raison même de leur spécificité, alors que les Françaises s'en sont trouvées exclues en raison de cette même spécificité. Il est vrai que l'attribution du droit de vote repose fondamentalement sur des principes différents entre les deux pays : l'égalité en France, la capacité en Angleterre. En Angleterre, la citoyenneté dépend du statut social, autrement dit des conditions économiques. Toutefois, cette distinction par la capacité s'applique à la fois aux hommes et aux femmes. Certes, l'essentialisme, « la croyance qu'il existerait une essence féminine dont découleraient des caractères féminins spécifiques et innés », a pu peser sur les mentalités à une époque, les années 1860, marquée par le biologisme et la peur de l'indifférenciation sexuelle, idées défendues par des médecins et des moralistes. Mais c'est bien au nom de l'égalité entre les capacités que les suffragistes réclament le droit de vote des femmes. Au début du siècle, le contexte a changé. L'exclusion politique des femmes devient de plus en plus intolérable, y compris chez les hommes, comme le montre le soutien de nombreuses organisations masculines. La participation des femmes à l'effort de guerre précipite le mouvement. C'est donc au nom de l'égalité entre les sexes que les femmes obtiennent le droit de vote. Nul doute qu'en remettant en cause les idées reçues sur l'accès des femmes à la politique, la thèse de Martine Monacelli ne manquera pas de susciter à son tour le débat.

Bruno Bertherat et Jean-Jacques Yvorel

8. «La Restauration visitée», *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, sous la direction de Carole Christen-Lécuyer et d'Emmanuel Fureix, n° 35, 2007-2.